



### **Demande d'une enquête internationale sur les assassinats politiques au Burundi**

1. A l'aube des élections de 2005 qui ont porté le parti CNDD-FDD au pouvoir, les Burundais et toute la communauté internationale espéraient qu'enfin le pays allait recouvrer la paix et sécurité sur tout le territoire national. Cependant, l'espoir a duré le temps de la rosée. Il s'est estompé en si peu de jours de sa prise de pouvoir, quand le Colonel BANGIRINAMA Vital, de triste mémoire, commandant de la 5<sup>ème</sup> région militaire à l'époque, donna le coup d'envoi à ce que nous nous accordons d'appeler « crimes contre l'humanité ». Une trentaine de personnes sont massacrées, tous accusés du seul crime de rester fideles à M. Agathon RWASA, président du parti FNL.
2. En effet, de l'opération « *brochettes* » en 2006, où des dizaines de cadavres ligotés, transpercés par des troncs d'arbres pointus, sont découverts flottants sur la rivière Ruvubu au nord du pays en province de Muyinga, à l'opération « *Safisha* » toujours en cours, en passant par le carnage de Gatumba en septembre 2011, l'assassinat en mai 2014 de Datus NSHIMIRIMANA, aucune enquête n'a jamais été diligentée par le pouvoir de Bujumbura.
3. La dernière victime à tomber sous les coups des criminels « *jamais identifiés* » par la Police nationale est le président très dynamique du comité local bien connu du parti FNL de la cité martyr de GATUMBA, monsieur Déo BARAKEKENWA, abattu à bout portant ce lundi du 13/10/2014, vers 21h 00, tout près de son domicile, alors qu'il rentrait paisiblement chez lui. Les tueurs, visiblement organisés en escadrons de la mort, opèrent presque de la même manière et parviennent toujours à se volatiliser dans la nature, en passant entre les mailles d'une police pourtant omniprésente aux alentours ou sur les lieux du crime.
4. La bande de tueurs s'en prend non seulement aux citoyens burundais, mais aussi aux expatriés œuvrant dans le domaine humanitaire, pour des motifs toujours inavoués, alors que la Constitution du pays leur garantit protection et sécurité. Ici, nous pensons particulièrement à l'assassinat de la française Agnès Dury en décembre 2007, des expatriés croate et italien (sœur Mamick Anders et M. Francesco Bazani) travaillant à l'hôpital de Kirembo à Ngozi en novembre 2011 et récemment, celui des trois sœurs italiennes (Olga, Lucia et Bernadette) égorgées à Kamenge le 07 septembre 2014.
5. Par rapport aux cadavres retrouvés dans le lac Rweru depuis le mois juillet dernier, la position du parti FNL reste ferme et condamne avec sa dernière énergie cette énième tuerie de masse. Suite aux inquiétudes exprimées tant par l'opinion nationale et internationale, la justice burundaise vient de présenter un rapport d'enquête biaisée pour se tirer d'affaire. Il est à signaler que la « fameuse » enquête menée par le parquet général de la République pose plus de questions qu'elle n'apporte de

réponses. La communauté internationale devrait prendre la question en mains pour donner plus de lumière sur ces massacres atroces qui prennent une allure très inquiétante, surtout à la veille des élections générales de 2015.

6. Devant ces crimes ignobles et répétitifs, de l'armement constant de la milice du parti présidentiel « Imbonerakure » et surtout de l'immobilisme notoire de l'autorité judiciaire burundaise, force est de constater que, toutes ces personnes exécutées sont des citoyens innocents, éliminés pour la plupart d'entre eux pour des mobiles politiques. Seule une enquête internationale pourrait élucider cette situation pour que les bourreaux soient punis conformément à la loi. Mais en attendant, il nous est permis de les qualifier de « *crimes d'Etat* » vu le profil politique des criminels suspects et leurs liens potentiels avec les services publics de l'Etat burundais, notamment les services de la police présidentielle.
7. La voix du parti FNL se joint encore une fois, à celle de toute cette majorité silencieuse des Burundais meurtris, à toute la communauté internationale, pour réitérer avec insistance sa requête auprès des instances onusiennes notamment le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'Homme d'intervenir pour aider les Burundais à élucider tous ces cas d'exécutions extrajudiciaires, ainsi que les assassinats ciblés en cours d'exécution. Nous plaidons pour que les coupables soient identifiés et traduits devant des juridictions compétentes pour qu'enfin soit mis fin à cette folie meurtrière qui n'a que trop duré.

Fait à Bujumbura, le 22 octobre 2014

Pour le parti FNL,  
Aimé MAGERA, porte-parole